

**Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté
française du 6 décembre 2012 portant nomination des
membres de la Commission paritaire de l'enseignement
supérieur libre confessionnel**

A.Gt 23-12-2013

M.B. 19-03-2014

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'Enseignement libre subventionné, notamment l'article 94;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1993 relatif aux commissions paritaires dans l'Enseignement libre confessionnel, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 23 novembre 1998 et 8 novembre 2001 et par le décret de la Communauté française du 3 mars 2004;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétences et de signatures aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, notamment l'article 69 complété par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 décembre 1998, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 18 décembre 2001, 21 janvier 2004, 14 mai 2009 et 14 octobre 2010;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 décembre 2012 portant nomination des membres de la Commission paritaire de l'enseignement supérieur libre confessionnel;

Considérant qu'il convient de procéder au remplacement des membres démissionnaires,

Arrête :

Article 1^{er}. - Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 décembre 2012 portant nomination des membres de la Commission paritaire de l'enseignement supérieur libre confessionnel, le deuxième tiret est remplacé par la disposition suivante :

- en tant que membres effectifs et suppléants, représentant les organisations représentatives des membres du personnel dans l'Enseignement libre confessionnel, affiliés à une organisation syndicale représentée au Conseil national du Travail :

EFFECTIFS	SUPPLEANTS
Mme Anne-Françoise VANGANSBERGT; M. Jean SIMON; M. SOUTMANS Philippe; M. Jean-Marc DAMRY; M. André VAN KERREBROECK; Mme Marie-Agnès DEFFRENNE; M. Pierre VAN RAEMDONCK; M. Yvan SCOYS; M. Joan LISMONT; M. Bernard HENGCHEN; M. Pierre DEHALU.	Mme Marie-Françoise MONCOUSIN; Mme Michèle DELSEMME; Mme Valérie DUMONT; M. Bernard DETIMMERMAN; Mme Myriam DAMAY; Mme Véronique MOINY; M. Benjamin COLLINET; Mme Sandra DUJARDIN; M. Jean-Paul D'HAeyer; M. Roland SPEECKAERT; M. Marc WILLAME.

Article 2. - Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Bruxelles, le 23 décembre 2013.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Directrice générale,
Mme L. SALOMONOWICZ